

Baromètre de la confiance politique - vague 7



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

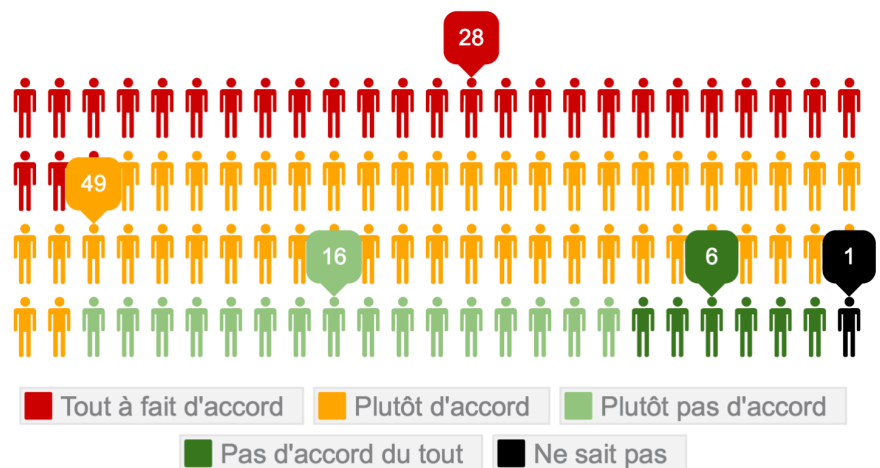
La démocratie française est-elle une "démocratie furtive" ?

Bruno Cautrès

Les vagues successives du Baromètre de la confiance politique attestent de l'ampleur de la défiance politique en France aujourd'hui. Cette défiance fait écho à un ensemble de phénomènes politiques français qui marquent l'état du rapport des Français à la politique aujourd'hui : impopularité quasi-permanente de l'exécutif, sentiment que l'opposition ne ferait pas mieux, doute récurrent sur la capacité des hommes politiques à réaliser les changements attendus. Autant d'éléments qui renvoient à une crise plus profonde, comme s'il ne s'agissait plus pour les Français de simplement remplacer les sortants. La vague 7 du Baromètre de la confiance politique permet de tester un ensemble d'hypothèses portant sur le rapport des citoyens à la démocratie dans ce contexte : la représentation, la participation et la délibération. L'insatisfaction démocratique que le Baromètre enregistre depuis ses débuts cache-t-elle une demande des citoyens de participation directe et de débats politiques, voire de délibération ? Ou au contraire traduit-elle une attitude passive, voire désabusée de citoyens se tenant à distance d'un jeu politique laissé aux hommes politiques ou aux experts.

I/ Les citoyens veulent-ils vraiment plus de délibération et de participation ?

Le premier qualificatif que nos répondants choisissent lorsqu'on leur demande ce qu'ils pensent de la politique est « la méfiance » (39%), suivi du « dégoût » (33%) ; et en ce qui concerne les hommes politiques c'est « la déception » (54%) suivi du « dégoût » (20%). Par ailleurs, 65% des personnes interrogées ne font confiance « ni à la droite, ni à la gauche pour gouverner le pays » et 76% déclarent que les hommes politiques sont plutôt corrompus qu'honnêtes. Sur fond d'une vision très négative des hommes politiques et de la politique en général, souhaitent-ils avoir davantage leur mot à dire dans un processus politique qu'ils ressentent comme éloigné d'eux ? Derrière la défiance politique, un « désir de démocratie directe » ou de prise de parole se cache-t-il ? Plusieurs éléments semblent aller dans ce sens : 71% des répondants pensent que « le gouvernement devrait changer ses projets politiques en fonction de ce que la plupart des gens pensent », 76% qu'il « faudrait que les responsables politiques de camps opposés parviennent à s'entendre pour trouver des solutions aux problèmes du pays ». De même plus des trois quarts des personnes interrogées se montrent favorables au recours au référendum pour décider « sur les questions importantes ».

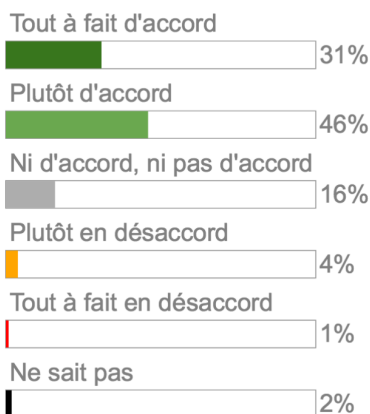


Les référendums sont un bon moyen de décider sur les questions importantes (%)

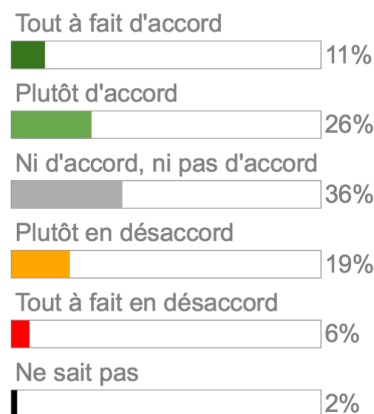
Nos données semblent donc monter des signes évidents d'une demande de participation directe (référendum) et de prise en compte par les hommes politiques du point de vue des citoyens. Nous pouvons mettre en perspective ces résultats avec une thèse proposée et testée dans d'autres pays, celle de la « démocratie furtive ». Selon cette thèse, plutôt qu'être demandeurs de participation et de délibération, les citoyens préféreraient se mettre en retrait des affaires publiques. Le modèle de la « démocratie furtive », proposé par John Hibbing et Elisabeth Theiss-Morse (2002) dépeint une population caractérisée par une forme d'apathie naturelle pour les affaires publiques et d'aversion pour les débats politiques et la recherche du compromis politique à l'issue de ces débats : les citoyens n'aspireraient à prendre leur part dans la conduite des affaires publiques et à s'engager qu'en cas de défaillance grave du système en soutenant par exemple la consultation du peuple par référendum. Mais cet apparent soutien à plus de consultations populaires n'indiquerait pas un « désir de démocratie » ; il révélerait la défiance politique et le peu d'appétit pour délibérer et s'engager des citoyens. La participation, le jour des élections ou des référendums, aurait un caractère « furtif », comme si les citoyens émettaient ce jour-là un signal suffisamment visible pour exercer une forme minimaliste de contrôle démocratique.

On voit que plusieurs éléments viennent en effet nuancer l'interprétation de la demande de plus de participation directe comme un « désir de participation ». L'aversion vis-à-vis de politiciens débattant ou délibérant mais n'agissant pas s'exprime fortement (77% d'accord) ; l'idée d'un gouvernement où les décisions seraient prises par des experts non-élus et indépendants est majoritairement partagée de manière relative : 45% sont d'accord tandis que 28% ne sont ni d'accord ni pas d'accord avec cette idée. Si l'on recalcule les pourcentages en ne tenant pas compte de cette catégorie d'opinion ambivalente, ce sont alors 63% des répondants qui approuvent. Le gouvernement des chefs d'entreprise qui ont réussi retient nettement moins l'approbation mais réunit néanmoins près d'un tiers des réponses (30% d'accord et même 44% si l'on recalcule en enlevant les 30% qui ne sont ni d'accord ni pas d'accord avec cette idée). Nous avons déjà observé dans la vague 6 du Baromètre qu'un tiers des répondants se montraient favorables au gouvernement des chefs d'entreprise. Enfin, les données de la vague 7 du Baromètre montrent que près de 40% rejettent l'idée du compromis politique, un pourcentage qui augmente jusqu'à 59% si on le recalcule en enlevant ceux qui se déclarent ni d'accord ni pas d'accord avec cette opinion. En résumé, les données montrent que certains éléments d'une « démocratie furtive » sont bien présents dans l'opinion des Français.

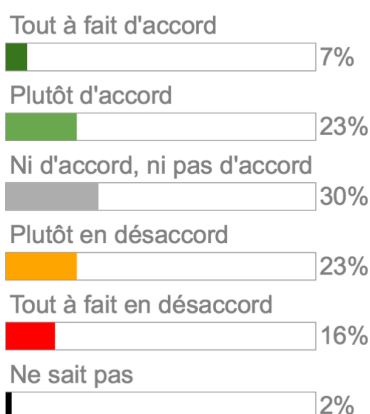
Les opinions vis-à-vis de la démocratie furtive (%)



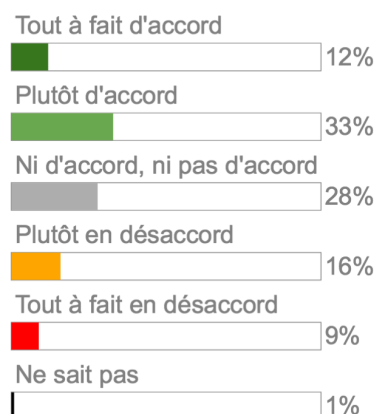
Les hommes politiques élus aideraient davantage le pays s'ils cessaient de parler et s'ils prenaient simplement des mesures sur les problèmes importants



Ce qu'on appelle le « compromis » en politique, c'est en fait juste trahir ses idées



Notre gouvernement fonctionnerait mieux si les décisions étaient prises par à des chefs d'entreprises qui ont réussi



Notre gouvernement fonctionnerait mieux si les décisions étaient prises par des experts non-élus et indépendants plutôt que par des hommes politiques ou par des citoyens

Conclusion : Une aspiration profonde

Dans cette même vague, nous avons également testé des indicateurs formulés de manière plus favorable et positive vis-à-vis de la demande de participation ou de délibération afin de confronter la thèse de la « démocratie furtive » avec une thèse alternative récemment proposée ou testée (Neblo 2010, Stoker et Hay 2012), celle de la « sunshine democracy » qui fera l'objet d'une prochaine note. Les répondants du Baromètre de la confiance politique se montrent alors plus « participatifs » et « délibératifs » : 77% se déclarent ainsi d'accord avec l'opinion qu'il est « important que les hommes politiques élus discutent et débattent des choses de manière approfondie avant de faire des changements politiques majeurs ».

Au-delà de ces deux thèses, nos données viennent en écho d'autres enquêtes qui montrent que les Français aspirent à ce que des politiciens d'un nouveau genre apparaissent : comme John Hibbing et Elisabeth Theiss-Morse l'ont écrit, l'aspiration profonde des citoyens n'est pas nécessairement de prendre la place des politiciens mais simplement de voir des professionnels de la politique « empathiques, sans biais, tournés vers les autres » sur le devant de la scène publique. Notre démocratie française et notre monde politique peinent à se mettre au diapason de cette aspiration profonde.

Références citées

John R. Hibbing, Elisabeth Theiss-Morse, "Stealth Democracy, Americans' Beliefs About How Government Should Work", Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Michael A. Neblo, Kevin M. Esterling, Ryan P. Kennedy, David M. J. Lazer, Anand E. Sokhey, "Who Wants To Deliberate—And Why?", American Political Science Review, 2010, 104, pp. 566-583.

Gerry Stoker, Colin Hay, "Comparing Folk Theories of Democratic Politics: Stealth and Sunshine", Political Studies Association (PSA) Annual International Conference: in Defence of Politics, Belfast, 3-5 avril 2012.

L'auteur

Bruno CAUTRÈS

bruno.cautres@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



[@CEVIPOF](https://twitter.com/CEVIPOF)



fb.com/centrederecherches.cevipof

Edition

Madani CHEURFA

[Odile GAULTIER-VOITURIEZ](#)